



# PCAET CCHPB – MÉMOIRE EN RÉPONSE AUX AVIS FORMULÉS PAR L'ÉTAT, LA RÉGION ET LA MRAe

## Sommaire

1.	PREAMBULE.....	1
2.	OBSERVATIONS SUR LE DIAGNOSTIC .....	2
	Données de référence et évolutions de la consommation énergétique .....	2
	Vulnérabilité au changement climatique .....	2
	Secteur résidentiel.....	3
	Secteur des transports routiers.....	3
	Potentiel des énergies renouvelables et développement des réseaux .....	3
	Industrie et commerce .....	4
3.	OBSERVATIONS SUR LA STRATEGIE.....	6
	Objectifs généraux.....	6
	Qualité de l'air .....	7
	Rénovation énergétique des bâtiments.....	8
	Séquestration carbone et produits biosourcés .....	8
	Lien avec le SCoTAM et le PLUi .....	9
4.	OBSERVATIONS SUR LE PROGRAMME D' ACTIONS .....	10
	Remarques générales.....	10
	Rénovation énergétique des bâtiments.....	10
	Développement des modes actifs.....	11
	Développement des énergies renouvelables et des réseaux.....	11
5.	OBSERVATIONS SUR LE RAPPORT ENVIRONNEMENTAL.....	13

## 1. PREAMBULE

Le dossier de PCAET se compose :

- Du Diagnostic Climat Air Energie s'appuyant essentiellement sur les données de l'observatoire régional climat air énergie (inventaire d'Atmo GE de 2019).
- Du Rapport stratégique définissant les objectifs Climat-Air- Energie de 2026, 2030 et 2050
- Du Programme d'actions 2022 – 2027 décrivant les 32 actions à mettre en œuvre sur cette période
- Du rapport environnemental présentant la démarche d'évaluation environnementale et Stratégique

Les observations de l'Etat, de la Région et de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) sont regroupées par thèmes.

Le code couleur suivant est utilisé :

- En noir : l'avis formulé
- En bleu : la réponse et l'analyse technique
- En vert : la proposition, le cas échéant, de modification du dossier de PCAET (précisant au besoin les incidences sur le fond et la forme du dossier)

## 2. OBSERVATIONS SUR LE DIAGNOSTIC

### DONNEES DE REFERENCE ET EVOLUTIONS DE LA CONSOMMATION ENERGETIQUE

**Remarque AE 1 :** « L'Ae recommande de prendre 1990 comme année de référence pour les gaz à effet de serre (GES) pour permettre la comparaison avec les évolutions et les objectifs nationaux et régionaux. »

**Remarque AE 2 :** « L'Ae recommande de :

- compléter le dossier avec l'évolution de la consommation énergétique de l'ensemble des secteurs (agriculture, tertiaire, industrie, autres transports, branche énergie, déchets) sur une période donnée ;
- expliquer les évolutions de la consommation énergétique finale du territoire entre 2005 et 2017 ;
- actualiser le diagnostic avec les données les plus récentes d'ATMO Grand Est, afin d'avoir un état initial plus précis et une trajectoire la plus cohérente possible »

**Proposition de réponse :** Le diagnostic a été élaboré en 2019, essentiellement à partir des données de l'observatoire régional climat-air-énergie d'Atmo GE, dans lesquelles les années 1990, 2018 et 2019 n'étaient pas encore disponibles. L'intégration des données 1990, 2018 et 2019 impliquerait de revoir l'ensemble du diagnostic car chaque année, les méthodologies d'ATMO GE sont affinées et les données existantes évoluent. Il ne s'agit donc pas uniquement d'ajouter ces 3 dates. Dans la mesure où la stratégie et le programme d'actions se basent sur les données traitées en 2019 et qu'il n'est pas envisagé de remettre en cause le programme d'actions, il paraît peu pertinent d'actualiser l'ensemble du diagnostic. Le bilan à mi-parcours sera l'occasion de réaliser ce travail d'actualisation des données et d'analyser les évolutions des indicateurs climat-air-énergie.

**Modification du dossier :** pas de modification envisagée.

### VULNERABILITE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

**Remarque AE 3 :** « L'Ae recommande au pétitionnaire d'intégrer les risques relatifs à la vulnérabilité du territoire aux effets du changement climatique dans l'élaboration d'une cartographie sur cette thématique. »

**Proposition de réponse :**

Le PCAET comporte une action de sensibilisation de la population (grand public, scolaire...) aux risques, notamment ceux liés au changement climatique (fiche Ad3). Lors de la mise en œuvre de cette action, des supports de communication et de sensibilisation seront produits (cartes, chiffres clés, textes explicatifs...).

**Modification du dossier :** pas de modification envisagée

## SECTEUR RESIDENTIEL

**Remarque AE 4 :** « L'Ae recommande de compléter le dossier par un état des lieux des logements de l'intercommunalité (année de construction, performance énergétique ...) afin d'affiner les leviers d'actions. »

**Proposition de réponse :** De telles données ont été traitées dans le cadre de la démarche de revitalisation du centre-bourg de Boulay, afin de mieux comprendre les enjeux et cibler les leviers d'actions. Ainsi, un projet d'OPAH-RU est en cours d'élaboration. Des données complémentaires sur les logements seront mobilisées lors de la mise en œuvre des actions portant sur les bâtiments (actions B1 à B5). Elles pourront également être intégrées lors de la révision du PCAET.

**Modification du dossier :** pas de modification envisagée.

## SECTEUR DES TRANSPORTS ROUTIERS

**Remarque AE 5 :** « L'Ae recommande, pour une meilleure compréhension du public, une présentation de l'évolution des modes de transports utilisés sur une période donnée. »

**Proposition de réponse :** la mobilité du territoire est principalement accès sur la voiture particulière depuis plusieurs décennies avec peu de report modal. L'Enquête Déplacements Grand Territoire réalisée en 2017 confirme cette tendance et les principaux résultats sont présentés dans le diagnostic du PCAET. Il n'existe pas d'autre millésime permettant d'analyser l'évolution des modes de transport. Des données complémentaires pourront néanmoins être mobilisées lors du bilan à mi-parcours ou de la révision du PCAET.

**Modification du dossier :** pas de modification envisagée.

## POTENTIEL DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DEVELOPPEMENT DES RESEAUX

**Remarque ETAT/REGION 1\_A01 :** « Les sources des données ne sont pas toujours précisées, mais la plupart proviennent de l'observatoire CAE et d'ATMO Grand Est (millésime 2018 pour les EnR).

Les potentiels de progrès ne sont pas tous analysés (sont traités les émissions de GES, les consommations d'énergie et les EnR). Concernant le potentiel de développement des ENR de récupération, la valorisation des déchets est identifiée, en vue d'un emploi dans les chaufferies biomasses, pour l'alimentation de réseaux de chaleur, la méthanisation agricole, les carburants alternatifs. Mais il n'y a pas d'autres potentiels identifiés. Le territoire est rural, avec pas ou peu de potentiel de récupération. »

**Remarque AE 6 :** « L'Ae recommande de présenter dans le dossier :

- le **potentiel de production pour chaque EnR** à l'horizon 2030 et 2050, ainsi que les hypothèses et la méthode permettant de déterminer ces potentiels
- un recensement spatialisé des zones favorables à l'implantation des EnR. »

**Proposition de réponse :** Le potentiel a été évalué dans le diagnostic pour l'éolien, la méthanisation, le bois énergie, le solaire PV, le solaire thermique, l'hydraulique, les PAC, les réseaux de chaleur. Le potentiel de géothermie n'a effectivement pas été estimé car il suppose des études plus approfondies mais le sujet est traité dans le diagnostic. Les potentiels de production ont été évalués avec un minimum et un maximum. Pour les horizons 2030 et 2050, ils sont abordés sous l'angle stratégique en tant qu'objectifs.

Concernant les énergies de récupération, le territoire présentant peu d'activités industrielles permettant le développement des énergies de récupération, la collectivité n'a pas souhaité définir d'actions sur ce volet. Ainsi, la collectivité n'a pas fixé d'objectifs sur cet item car elle ne sera pas partie prenante sur ce sujet.

Enfin, le diagnostic tient compte des données existantes concernant les zones favorables aux EnR. Il présente par exemple les communes favorables au développement éolien (données SRE Lorraine). L'identification de zones favorables au solaire PV, à la méthanisation, etc. nécessite des études plus approfondies selon la nature des projets. Ces analyses seront donc menées lors de la mise en œuvre du PCAET, lorsque les projets seront plus aboutis. Par ailleurs le PLUi en cours d'élaboration pourra identifier des secteurs de friches favorables.

**Modification du dossier PCAET :** Les sources de données manquantes seront ajoutées dans le diagnostic EnR (Invent'air Atmo GE 2019, ADEME, INSEE, etc.) L'absence d'évaluation du potentiel d'EnR de récupération sera justifiée dans le diagnostic.

**Remarque ETAT/REGION 2\_D06 : à propos de la contribution du territoire au développement des EnR :** « Pour aller plus loin : La filière stockage et l'évolution coordonnée des réseaux de distribution énergétiques ne sont pas traitées. »

**Proposition de réponse :** L'état des lieux des réseaux d'énergie existants est présenté dans le diagnostic, avec une analyse des potentiels de raccordement. Les projets de production d'EnR ne sont pas assez avancés pour prévoir les besoins de développement des réseaux. Les gestionnaires de réseaux ont été consultés lors de l'élaboration du diagnostic et associés à l'élaboration du PCAET. Ils le seront également lors de la conception et la réalisation des projets.

**Modification du dossier :** Le lien avec le S3REnR sera rappelé dans les fiches actions concernées (U3, Ag4 et Ag5) et le paragraphe « EnR » du document stratégique : augmentation de la puissance de parc éolien et extension possible des capacités du poste de raccordement. Les fiches actions préciseront également que le développement EnR/Réseaux se fera en concertation avec les gestionnaires de réseaux.

## INDUSTRIE ET COMMERCE

**Remarque AE 7 :** « L'Ae recommande de compléter le diagnostic avec des précisions sur la **composante industrielle et commerciale** du territoire. »

**Proposition de réponse :**

Le territoire est peu industrialisé et les émissions sont relativement faibles. Dans la mesure où le plan d'actions ne cible pas ces secteurs, il semble peu pertinent de compléter le diagnostic établi en 2019. Des données statistiques pourront être intégrées lors de la révision du PCAET en définissant des actions dédiées.

**Modification du dossier :** pas de modification envisagée.

### 3. OBSERVATIONS SUR LA STRATEGIE

#### OBJECTIFS GENERAUX

**Remarque AE 8 :** « L'Ae recommande d'aligner les objectifs PCAET avec ceux du SRADDET »

#### Objectifs retenus par le PCAET par rapport au SRADDET

(source des tableaux : dossier du pétitionnaire)

	CCHPB 2030	SRADDET 2030	CCHPB 2050	SRADDET 2050
Réduction des GES	– 24,00 % (par rapport à 2017)	– 54,00 % (par rapport à 1990)	– 64,40 % (par rapport à 2017)	– 77,00 % (par rapport à 1990)
Réduction de la consommation d'énergie	– 21,00 % (par rapport à 2017)	– 29,00 % (par rapport à 2012)	– 47,10 % (par rapport à 2017)	– 55,00 % (par rapport à 2012)
Production d'EnR (part dans la consommation)	377 GWh (soit 80 % de la consommation)	41,00 % de la consommation	Non précisé	100,00 %

Proposition de réponse :

	CCHPB 2030	SRADDET 2030	CCHPB 2050	SRADDET 2050
Réduction des GES	- 36% /1990*	- 54%/1990	- 70% /1990	- 77%/1990
Réduction de la consommation d'énergie	- 26% /2012	- 29%/2012	- 50% /2012	-55%/2012
Part d'EnR dans la consommation	80%	41%	>100%	100%

\*Cet objectif PCAET moindre de réduction des émissions de GES en 2030 est dû à la stratégie concernant la mobilité. Le territoire est traversé par l'A4 qui engendre via le trafic poids lourd 1/3 des émissions des transports routiers. En outre, le territoire est à caractère rural et ne pourra pas diviser par deux le trafic routier, ni changer radicalement les pratiques de mobilité en seulement 8 ans. En revanche, la législation évoluant et l'offre et les infrastructures alternatives de mobilité se développant, la CCHPB peut espérer se rapprocher des objectifs pour 2050.

**Modification du dossier :** Le tableau ci-dessus actualisé sera ajouté au document stratégique.

« L'Ae s'interroge sur l'absence de production de géothermie et de solaire thermique dans le tableau ci-avant, alors que des objectifs de consommation avec ces mêmes EnR y figurent. »

		Production des ENR			Consommation des ENR		
Filière de production		Objectifs 2026	Objectifs 2030	Objectifs 2050 (Facultatif pour le cadre de dépôt)	Objectifs 2026	Objectifs 2030	Objectifs 2050 (Facultatif pour le cadre de dépôt)
Électricité (en GWh)	Éolien terrestre	250	300				
	Solaire photovoltaïque	5	20				
	Solaire thermodynamique	0	0				
	Hydraulique	0	0				
	Biomasse solide	0	0				
	Biogaz	0	0				
	Géothermie	0	0				
Chaleur (en GWh)	Biomasse solide				110	130	
	Pompes à chaleur				15	30	
	Géothermie				5	7	
	Solaire thermique				1	5	
	Biogaz				5	10	
Biométhane (en GWh)		10	15				
Biocarburants (en GWh)							

**Objectifs EnR du PCAET** – Source : dossier du pétitionnaire.

**Proposition de réponse :** S’agissant de la production d’énergie à partir de solaire thermique ou de géothermie, elle est égale à la consommation d’énergie. Exemple pour le solaire thermique : l’objectif de consommation et de production est de 5 GWh pour 2030. Cela est dû au fait que cette énergie est consommée à l’endroit où elle est produite

**Modification du dossier :** pas de modification envisagée.

## QUALITE DE L’AIR

**Remarque ETAT/REGION 3\_D03, à propos du traitement du volet air :** « Les orientations et actions contribuent à la réduction des émissions de polluants atmosphériques. Les objectifs en la matière devront être définis dès que possible, lors de la prochaine évaluation à mi-parcours. »

**Remarque ETAT/REGION 4\_B01 : des objectifs sont bien définis aux horizons 2026, 2030 et 2050 pour les domaines 1, 3 et 4 :** « En revanche, il manque :

- Les objectifs chiffrés aux mêmes horizons pour le 7 : émissions de polluants atmosphériques. »

**Proposition de réponse :** Plusieurs actions contribuent à améliorer la qualité de l’air, en particulier : Ag1 à Ag5, Al1 et Al2, B1 à B4, M1 à M9, U1 à U4, Ad1, Ad2.

Les objectifs 2026 de polluants atmosphériques sont intégrés au tableau de dépôt de l’ADEME mais ne figurent pas dans le document stratégique.

## Rappel des objectifs sur la QA du PCAET :

	Objectif de réduction des émissions de polluants atmosphériques <b>pour 2026</b> (en t/an)						Objectif de réduction des émissions de polluants atmosphériques <b>pour 2030</b> (en t/an) (Facultatif)					
	PM10	PM2,5	Oxydes d'azote	Dioxyde de soufre	COV	NH3	PM10	PM2,5	Oxydes d'azote	Dioxyde de soufre	COV	NH3
Objectif total de réduction par polluant (seule ligne nécessaire pour valider le remplissage des deux tableaux)	129	79	224	14	203	392	112	72	184	13	177	370

**Modification du dossier PCAET :** Les objectifs définis en matière de polluants atmosphériques 2026 et ceux pour 2030 et 2050 seront ajoutés dans le document stratégique. Les objectifs qui n'ont pas été définis seront précisés lors de la révision du PCAET.

## RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS

**Remarque ETAT/REGION 5\_B02, à propos des objectifs BBC :** « Les hypothèses et méthodes d'élaboration des trajectoires gagneraient à être explicitées. En effet, à titre d'exemple, les objectifs de rénovation BBC du PCAET sont inférieurs à ceux du SRADDET pour 2030 (25% VS 40%) mais la trajectoire de réduction de la consommation du secteur résidentiel indiquée pour le PCAET est alignée aux objectifs du SRADDET. Or les autres leviers de sobriété et de substitution sont importants mais pas aussi structurants que ceux de la rénovation. »

**Proposition de réponse :** la collectivité a retenu un objectif de 25% de rénovation BBC d'ici 2030 jugée plus réaliste que 40%. En effet, la rénovation énergétique du parc bâti devra s'accélérer par la suite pour atteindre 100% BBC en 2050. Le volet sobriété énergétique est traité via de la sensibilisation, la formation avec l'ALEC et le service France Rénov'.

**Modification du dossier :** pas de modification envisagée.

## SEQUESTRATION CARBONE ET PRODUITS BIOSOURCES

**Remarque AE 9 :** « L'Ae salue le recours à des produits biosourcés (bois-énergie surtout) qui permettent d'éviter des émissions de CO<sub>2</sub>. Elle invite le pétitionnaire à préciser les objectifs du recours aux produits biosourcés en 2030 et 2050.

**Remarque AE 10 :** L'Ae signale également que les constructions en bois permettent de stocker durablement le carbone, et invite la CCHPB à développer cette thématique afin de favoriser à l'échelon local cette filière dans une logique d'économie locale et circulaire.

**Remarque ETAT/REGION 6\_B01 :** Il manque des objectifs ou un développement plus détaillés pour les domaines 2 (stockage carbone), 6 (productions biosourcées) et 8 (réseaux d'énergie).

**Proposition de réponse :** concernant le stockage de carbone et la production biosourcée, le PCAET met l'accent la préservation des forêts (fiche action Ad5) et des prairies, le développement de l'agroforesterie (Ad1), le recours à des matériaux biosourcés dans le bâtiment (B4 et U4). L'action U2,

qui vise à limiter la consommation foncière et l'artificialisation des sols a également pour objectif de préserver les puits de carbone du territoire. Ces thèmes pourront également être abordés dans le cadre des réunions des réseaux ClimatCités et UrbaniCités (dont les thèmes ne sont pas encore connus sur le temps de la mise en œuvre du PCAET). La plupart de ces actions dépendent d'acteurs privés (habitants, agriculteurs, propriétaires de forêt), et la quantification des gains est difficilement accessible, ainsi la collectivité n'a pas souhaité fixer d'objectifs chiffrés en matière de matériaux biosourcés et de séquestration de carbone additionnelle.

Une filière bois locale existe, des constructions bois sont présentes sur le territoire sans que celles-ci ne soient quantifiées. Un état des lieux de la filière pourrait être établi lors de la révision du PCAET. La RE2020 et le PLUi favoriseront l'usage de produits bois dans la construction et certaines actions y contribuent (B4 et U4 notamment).

Concernant l'évolution des réseaux, se référer à la réponse de la « remarque ETAT/REGION 2\_D06 » et au chapitre « Potentiel des énergies renouvelables et développement des réseaux ».

**Modification du dossier PCAET :** pas de modification envisagée.

#### LIEN AVEC LE SCoTAM ET LE PLUi

**Remarque ETAT/REGION 7\_B04, à propos de la coordination du PCAET avec les autres démarches :**  
« L'élaboration du PCAET est articulée avec le futur PLUi et avec l'étude de revitalisation du centre-bourg de Boulay-Moselle. »

**Proposition de réponse :** Une réunion dédiée à la coordination PLUi / PCAET a eu lieu début juillet 2021 (échange entre les élus du Comité de pilotage PCAET et ceux du COPIL PLUi), d'autres sont à prévoir lors de la validation des OAP thématiques par exemple. Pour rappel, l'AGURAM accompagne la CCHPB dans l'élaboration de son PLUi et de son PCAET et les Evaluations environnementales sont réalisées par le même prestataire dans le cadre d'un même marché, ce qui permet une bonne articulation des deux démarches.

**Modification du dossier PCAET :** Le document stratégique sera complété avec des éléments concernant les orientations clés du SCoTAM (consommation foncière, énergie, paysage, etc.).

## 4. OBSERVATIONS SUR LE PROGRAMME D' ACTIONS

### REMARQUES GENERALES

**Remarque AE 11 :** « L'Ae recommande de préciser :

- le budget prévisionnel dédié pour chaque action et pour l'ensemble du plan ;
- les moyens humains déployés
- la légende des logos/schémas utilisés dans les fiches actions »

**Proposition de réponse :** les actions les plus abouties mentionnent déjà un budget précis. Les autres présentent une estimation et des financements extérieurs potentiels. Les moyens sont précisés dans la fiche action lorsqu'ils sont connus. Les pictogrammes donnent un aperçu du degré faible, moyen ou fort des indicateurs (efficacité dans le domaine considéré).

**Modification du dossier PCAET :** Un tableau récapitulant le budget global du PCAET sera inséré dans le programme d'action. Une légende sera ajoutée aux fiches actions pour expliquer la signification des pictogrammes.

**Remarque ETAT/REGION 8\_C03, à propos de l'intégration des acteurs socio-économiques dans les actions :** « De nombreux acteurs sont associés aux actions ils sont parfois pilotes ou copilotes, leurs rôles mériteraient parfois d'être précisé. »

**Proposition de réponse :** pour les fiches actions suffisamment abouties les acteurs et leurs rôles ont été bien définis. Pour les autres actions, les rôles seront à affiner lors de leur mise en œuvre.

**Modification du dossier :** pas de modification envisagée.

### RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS

**Remarque ETAT/REGION 9\_D04, à propos du traitement du bâti dans le plan :** « La fiche B.1.1 et B1.2 : pourrait préciser les objectifs et le budget total fixés par la communauté de communes et les complémentarités avec les aides de l'ANAH : tel qu'indiqué on comprend que le budget annuel serait de l'ordre de 150 000 k€ (300 logements/ an x 500 €). »

**Proposition de réponse concernant les gains GES attendus :** Une consommation d'énergie de 30% sur un logement moyen de la CCHPB équivaut à environ 5 MWh/logement. En considérant que ce logement est chauffé au gaz, les émissions évitées sont estimées à **5 MWh x 0,227 tCO<sub>2</sub>eq/MWh (ADEME) = 1 tCO<sub>2</sub>/logement**, d'où le chiffre de 300 tonnes de CO<sub>2</sub> évitées par an.

**Modification du dossier par la CCHPB :** le budget alloué sera précisé dans les fiches action, ainsi que le fait qu'il s'agit d'une aide pour les revenus modestes (exemple : nombre de dossiers d'aide 2021, bilan SARE). Il sera précisé qu'une étude pré-opérationnelle est en cours.

**Remarque ETAT/REGION 10\_D04, à propos du traitement du bâti dans le plan :** « La fiche B.1.3 et B.1.4 pourrait davantage valoriser la Région et l'ADEME à travers le programme Climaxion dans les contributeurs (l'ANAH n'étant pas concernée dans cette fiche) et dans la part du financement (Climaxion et programme CEE SARE : 48,6 k€ sur les 90 k€ totaux). Elle pourrait également reprendre les objectifs prévus dans la convention. »

**Proposition de modification :** les fiches action préciseront les éléments ci-dessus.

**Remarque AE 12 :** « L'Ae souligne que le gaz naturel n'est pas une énergie renouvelable et elle invite le pétitionnaire à concevoir d'autres alternatives de chauffage en remplacement des chaudières fioul. [...] L'Ae recommande de trouver des alternatives au chauffage au gaz naturel ».

**Proposition de réponse :** La fiche action B1.5 précise bien les alternatives au chauffage au fioul (chauffage solaire, PAC, chaudière à granulés, bio gaz, etc.). L'hypothèse de 50% de gaz naturel dans le renouvellement des chaudières fioul n'est qu'une hypothèse de calcul des gains CO<sub>2</sub> engendrés par l'action.

**Proposition de modification :** pas de modification envisagée.

## DEVELOPPEMENT DES MODES ACTIFS

**Remarque AE 13 :** « Accentuer les actions du PCAET sur une politique spécifique en vue de développer davantage les **modes de déplacements non motorisés** d'ici 2030 et au-delà en 2050. [...] »

L'Ae recommande de développer davantage les déplacements en modes doux (vélo, marche) et en transports en commun pour éviter le risque d'augmentation de nouveaux flux en voitures électriques, GNV, autopartage. »

### **Proposition de réponse :**

Des actions concernant la mobilité active sont déjà en cours (fiche actions M1.1 et M1.2) ou vont être mises en œuvre. L'évaluation à mi-parcours permettra de reconsidérer les ambitions et les moyens nécessaires.

Par ailleurs, la CCHPB étant un territoire rural, peu de déplacements notamment professionnels peuvent en réalité s'effectuer à vélo ou à pied. La communauté de communes a donc activé différents leviers pour réduire l'utilisation de la voiture et en particulier l'autosolisme en véhicule thermique (covoiturage, autopartage, électromobilité, lieu de coworking, vélo, station GNV, transports en commun, etc.), sans négliger toutefois l'objectif d'augmenter la part modale des modes actifs.

**Modification du dossier :** pas de modification envisagée.

## DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DES RESEAUX

**Remarque AE 14 :** « Expliciter les conditions d'implantation des **équipements de production d'énergies renouvelables** selon les préconisations du SRADDET :

- faire introduire ces conditions d'implantation dans les documents d'urbanisme par les structures en charge de ces documents. »

**Remarque ETAT/REGION 11\_C04, à propos de la prise en compte des orientations générales concernant les réseaux d'énergie dans les documents d'urbanisme :** « Cette partie n'est pas traitée. Des liens avec le SCOTAM ou la Métropole de Metz pourraient être développés, en lien avec le futur PLUi. »

**Proposition de réponse :** Le développement des EnR est pris en compte dans le plan. Le PLUi en cours d'élaboration intégrera des orientations concernant l'implantation des équipements (probablement au travers d'une OAP thématique). Le développement des réseaux concerne un poste de raccordement du S3REnR et le projet de station Bio GnV. Ces éléments seront intégrés au fur et à mesure de l'avancement du PLUi, et en fonction du niveau de connaissance sur les projets.

**Modification du dossier :** les principales orientations du SCoTAM seront mentionnées dans le PCAET.

**Remarque ETAT/REGION 12\_C01, à propos de la couverture des thématiques des réseaux de distribution et de stockage d'énergie :** « Il manque :

2° Le développement coordonné des réseaux de distribution d'énergie n'est pas traité.

5° Le stockage et l'optimisation de la distribution d'énergie ne sont pas traités. »

**Remarque AE 15 :** « L'Ae note avec regret l'absence d'actions sur les **réseaux d'énergie** et sur la **séquestration du carbone**, notamment par l'évolution de l'usage des sols. »

**Proposition de réponse :** L'état des lieux des réseaux d'énergie existants est présenté dans le diagnostic, avec une analyse des potentiels de raccordement. Les projets de production d'EnR ne sont pas assez avancés pour prévoir les besoins de développement des réseaux. Les gestionnaires de réseaux ont été consultés lors de l'élaboration du diagnostic et associés à l'élaboration du PCAET. Ils le seront également lors de la conception et la réalisation des projets.

Concernant la séquestration du carbone, se référer à la partie « SEQUESTRATION CARBONE ET PRODUITS BIOSOURCES » du présent mémoire.

**Modification du dossier :** Le lien avec le S3REnR sera rappelé dans les fiches actions concernées (U3, Ag4 et Ag5) et le paragraphe « EnR » du document stratégique : augmentation de la puissance de parc éolien et extension possible des capacités du poste de raccordement. Les fiches actions préciseront également que le développement EnR/Réseaux se fera en concertation avec les gestionnaires de réseaux.

## 5. OBSERVATIONS SUR LE RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

**Remarque AE 16 :** « L'Ae recommande de compléter le dossier par la présentation des différents scénarios discutés en amont pour avoir une visibilité des différentes solutions de substitution raisonnables proposées et permettre une meilleure compréhension de la stratégie retenue. »

**Proposition de réponse :** La stratégie et le programme d'actions ont été élaborés en parallèle, afin d'assurer la cohérence entre la connaissance et la réalité du terrain d'une part et les actions et les objectifs que la collectivité s'est fixée d'autre part. Ainsi, les objectifs ont été définis en fonction des actions qui peuvent effectivement être mises en œuvre. Des scénarios globaux n'ont pas été définis à proprement parlé, mais plutôt des hypothèses correspondant aux actions. Ce choix est précisé dans le rapport environnemental.

**Modification du dossier :** pas de modification envisagée.

**Remarque AE 17 :** « L'Ae recommande d'étayer la stratégie du PCAET par des actions concrètes et réalisables pour expliquer les objectifs de diminution de la consommation énergétique dans le secteur du transport (notamment pour les véhicules individuels) et de l'industrie. [...] »

L'Ae recommande d'expliquer la diminution de la consommation énergétique en la justifiant par des mesures concrètes. L'Ae recommande au pétitionnaire de compléter son dossier en démontrant comment les actions prévues pour les transports vont permettre de réduire de 47,5 % la consommation énergétique de ce secteur. »

**Proposition de réponse :** De nombreuses actions ont pour objectif de réduire les consommations d'énergie, notamment B1 à B5, M1 à M4, M7 à M9, AI1 à AI3, U4 et BP. Le lien entre objectifs et actions concrètes est présenté dans le chapitre sur les documents cadres du rapport environnemental, notamment la partie consacrée à la programmation pluriannuelle de l'énergie. Le chapitre concernant la justification du scénario retenu explique également la diminution d'énergie attendue. Enfin, s'agissant de l'objectif de diminution de la consommation énergétique des transports, il s'agit d'être cohérent avec les objectifs du SRADDET pour 2050. Le PCAET 2022-2028 ne définit pas d'actions au-delà de cette période. Cet objectif ambitieux signifie que la collectivité devra elle-même mettre en œuvre des actions plus ambitieuses alors de son deuxième plan climat.

**Modification du dossier :** Pas de modification envisagée.

**Remarque AE 18 :** « L'Ae recommande d'intégrer dans le cahier des charges des constructions et dans les documents d'urbanisme des prescriptions relatives à l'adaptation aux aléas climatiques (inondations, mouvements de terrain ...). »

**Proposition de réponse :** Les actions U4 et BP1 traitent notamment des questions d'urbanisme. L'action U4 évoque en partie les critères environnementaux à intégrer au PLUi, mais ne mentionne pas les risques. Ils pourraient en effet être identifiés dans cette action. Par ailleurs, le PCAET comporte une action de sensibilisation de la population (grand public, scolaires...) aux risques, notamment ceux liés au changement climatique (fiche Ad3).

**Modification du dossier :** L'action U4 sera complétée pour mentionner les risques à intégrer dans le PLUi.

**Remarque AE 19 :** « L'Ae recommande de :

- préciser le calendrier des différentes phases d'élaboration du PCAET, la composition des différents comités (gouvernance ; technique) et leurs modalités de fonctionnement (fréquence, ...) ;
- compléter le dispositif en précisant comment des actions correctives, de modification de gouvernance et des moyens supplémentaires seraient mis en place le cas échéant pour respecter les objectifs du scénario retenu.»

**Proposition de réponse :** Certaines actions sont déjà engagées, comme la réalisation du schéma directeur cyclable. Les fiches actions les plus abouties (présentant un budget précis par exemple), sont celles qui seront mises en œuvre en premier. Pour les autres, le calendrier sera établi chaque année : la commission PCAET prévoit de se réunir au moins 1 fois par an (en fin d'année). La commission établira un bilan de l'année écoulée et décidera de la conduite des actions et des budgets de l'année suivante. Des réunions techniques auront lieu durant l'année s'agissant du suivi (coûts, bénéfices), de la mise en œuvre des actions. Enfin, le bilan à mi-parcours permettra d'identifier les actions correctives nécessaires, le cas échéant.

**Modification du dossier PCAET :** Pas de modification envisagée.

**Remarque AE 20 :** « L'Ae recommande de :

- réhabiliter et mobiliser davantage de logements vacants en réduisant les nouvelles constructions en dents creuses et en extension à l'issue d'un recensement des dents creuses à préserver du territoire ;
- préciser les priorités sur le parc total de logements et comment l'intercommunalité mesure :
  - l'atteinte du label BBC pour les logements rénovés ;
  - l'atteinte des objectifs de rénovation thermique de l'intégralité des 500 logements sociaux du territoire d'ici 2030 ;
  - l'atteinte de 25 % des logements en BBC en 2030 et 100 % en 2050 ;
  - décliner les modalités de suivi du PCAET et définir les modalités d'organisation et les moyens mis en œuvre au cas où les résultats ne seraient pas en adéquation avec les objectifs.

**Proposition de réponse :** La Communauté de Communes de la Houve et du Pays Boulageois élabore une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) à l'échelle communautaire et une OPAH-Renouvellement Urbain (OPAH-RU). Un travail d'identification des logements (et plus généralement des bâtiments) vacants a été effectué dans le cadre de l'élaboration du PLUi et du programme Petite Ville de Demain. La densification via la mobilisation de dents creuses est également un objectif, afin de limiter la consommation de foncier agricole et naturel. Certaines dents creuses seront néanmoins préservées pour conserver des espaces de nature en milieu urbain (biodiversité,

îlots de fraîcheur, paysage...), pour préserver des zones humides recensées ou encore pour créer des jardins partagés.

Concernant le parc de logements, les différents indicateurs seront définis lors de la mise en œuvre des actions B1 (Accompagner les particuliers dans la rénovation énergétique) et B2 (accompagner les bailleurs sociaux dans la rénovation énergétique). Il est difficile de prévoir aujourd'hui ce qui ne va pas fonctionner et pourquoi. Cette action doit faire l'objet d'un bilan pour évaluer l'efficacité et définir des mesures complémentaires, le cas échéant.

**Modification du dossier PCAET :** L'action U2 précisera que la remobilisation des logements vacants a également été étudiée dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

**Remarque AE 21 :** « Afin de s'assurer d'un moindre impact environnemental sur les zones agricoles, naturelles et forestières et sur le paysage, l'Ae recommande de :

- expliciter les conditions d'implantation des équipements de production d'énergies renouvelables selon les préconisations du SRADDET ;
- faire introduire ces conditions d'implantation dans les documents d'urbanisme par les structures en charge de ces documents. »

**Proposition de réponse :** L'action U3 vise à développer les énergies éoliennes et solaires de manière raisonnée et intégrées dans leur environnement. Concernant le repowering, l'action U3.1 précise que les développeurs de parcs éoliens seront sensibilisés afin que les projets s'intègrent dans le paysage. L'action Ag4 traite du développement de l'agrivoltaïsme et indique que l'intégration des panneaux dans leur environnement devra également faire l'objet d'une réflexion afin de limiter les impacts paysagers et sur le patrimoine. L'action Ag5 vise à développer la méthanisation et précise que la CCHPB veillera à limiter les impacts environnementaux, prendre en compte les zones d'habitations et étudier l'intégration paysagère des projets.

**Modification du dossier PCAET :** Pas de modification envisagée.